

Nous avons donc demandé à des militaires canadiens de servir à nouveau leur pays, cette fois dans le golfe Persique, et d'accepter ainsi de s'exposer à de graves dangers. Ces femmes et ces hommes courageux méritent entièrement notre appui et nous leur devons, à eux ainsi qu'à leurs familles et à notre histoire, d'exposer clairement nos positions en tant que représentants du peuple canadien.

Je voudrais, avant de clore ce débat, rappeler les questions fondamentales auxquelles il nous faut réfléchir. Notre décision doit être fondée sur une appréciation réfléchie et informée des intérêts du Canada; l'espoir irréaliste que les choses s'arrangeront si nous le souhaitons avec suffisamment d'ardeur n'a pas sa place dans un processus de décision sérieux.

Notre premier intérêt est de promouvoir la simple moralité. Saddam Hussein est en train de commettre un crime épouvantable au Koweït. La communauté mondiale a l'obligation morale d'intervenir pour mettre un frein à ses agissements. Le Canada partage cette obligation et il ne peut pas laisser à d'autres le soin de défendre ses propres principes, ce qu'il ne fera pas non plus. Nous ne l'avons jamais fait et nous ne le ferons jamais.

Le deuxième intérêt que nous avons dans ce conflit est l'établissement et le maintien d'un dispositif de paix et de sécurité capable de décourager les actes d'agression et, au besoin, d'y mettre fin. Pendant des décennies, le Canada a oeuvré en faveur de l'établissement d'un mécanisme efficace de sauvegarde du droit et de l'ordre internationaux basé sur le principe de la sécurité collective. Sauf dans le cas de la guerre de Corée, l'affrontement idéologique qu'a été la guerre froide a continuellement bloqué cet effort, paralysé le Conseil de sécurité des Nations Unies et rendu la sécurité collective impossible.

La recherche de la sécurité collective n'est pas un objectif nouveau pour nous. Elle s'inscrit dans les meilleures traditions canadiennes. Parlant de la crise actuelle dans le contexte des traditions canadiennes, Geoffrey Pearson a dit récemment : "Mon père n'était pas un pacifiste. Sa politique était fondée surtout sur l'importance des Nations Unies pour assurer la paix. Mais si la guerre était déclenchée, il était d'avis que les pays membres de l'ONU devaient intervenir militairement pour contrer l'agresseur". La recherche de la sécurité collective est chez nous un article de foi inculqué au prix d'un nombre incalculable de vies, dont celles de nombreux soldats canadiens, lors des deux guerres mondiales et de celle de Corée. Mais certains Canadiens, et certains des membres de cette assemblée, ont demandé : pourquoi maintenant? pourquoi dans ce conflit?

Certains prétendent que parce qu'elle n'a pas toujours contré l'agression dans le passé, l'ONU devrait s'abstenir de le faire cette fois-ci. Mais quand personne n'est intervenu dans le passé et que les nations se sont désolidarisées de l'ONU, cette organisation s'en est trouvée discréditée. Son rôle de gardien de la sécurité s'en est